14 Juin 1935

Où en sommes-nous ?

On exprimait ici, avant-hier, la difficulté de juger le mandat et le gouvernement libanais sur l'œuvre qu'ils ont accomplie : quelle est-elle, en effet, cette œuvre ?

Nous n'avons connu en quinze ans, au Liban tout au moins, ni faillite, ni ruine, ni révolte. Cela est appréciable. Des pays plus grands, plus riches et plus libres que le nôtre ne peuvent pas tous en dire autant. Pour éviter ces maux, reconnaissons qu'il a fallu, de la part des autorités, une certaine dépense de travail, de dévouement et de sagesse.

Mais enfin, une œuvre constitue généralement quelque chose de positif. Qu'avons nous fait, qu'a-t-on fait de nous en quinze ans ? Dans tous les domaines, la question reste la même que celle que nous posions à propos de notre émancipation ; où en sommes nous ?

En politique, nous en sommes, d'après les savants, à notre 4^e changement de régime (au 6^e pour d'autres) et, depuis près d'un an, à chaque voyage du Haut-Commissaire, à la veille du 5^e (ou du 7^e). Beau renseignement ! Peut-on savoir quel progrès a constitué le régime politique sur le 3^e et celui-ci sur le second ? Peut-on savoir à quoi ont servi ces changements et vers quoi ils nous mènent ?

En économie, on a essayé quinze ans durant, de faire de l'économie dirigée.

Mais quel principe, quelle idée directrice, quel plan d'ensemble ont-ils présidé à cette œuvre ? Notre agriculture a-t-elle toujours été protégée comme elle le méritait ? Notre commerce a-t-il toujours rencontré les appuis qu'il réclamait ?

Nous contredira-t-on quand nous soutiendrons que ni pour les douanes, ni pour le commerce ni pour l'agriculture nous n'avons eu l'impression qu'une seule idée dictait les actes et les décisions ?

Ce sont là quelques exemples de l'anarchie politique et économique dans laquelle nous vivons et qu'on est bien forcé de constater dès qu'un regarde autour de soi. C'est là qu'apparaît nécessaire la réaction contre le laisser-aller et le manque de méthode que nous avons longuement dénoncés.

De toutes façons, nous avons le droit de demander où nous allons. Sans doute, la situation générale du Liban ne confine-t-elle pas encore à la catastrophe. Sans doute aussi faut-il s'estimer heureux lorsque, en temps de crise, on peut solder ses bilans sans trop de pertes, lorsqu'on peut « tenir le coup ».

Mais l'éventualité du pire ne suffit pas à nous consoler de l'absence du mieux. Et nous ne sommes pas si sûrs de n'avoir rien perdu.

Qui pourra, enfin, soutenir sérieusement qu'une crise peut sévir pendant quinze ans de suite ?